

1998

JANV - JARS

N° 1105 - 1114 + SUPPL HORS

serie N° 19

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

8 au 14 janvier 1998

le monde libertaire



10,00 F

Qui sème la misère récolte la colère

CHACUN A LES FEUX d'artifice qu'il peut. Pour les ci-devants qui s'agglutinent par centaines de mille aux Champs-Élysées dans la nuit du nouvel an, le mirage des lampions officiels leur tient lieu d'éblouissement pour autant qu'ils ont imprimé dans leur cerveau la ridicule idée d'être sur « la plus belle avenue du monde ».

Illusion d'un soir où le beauf moyen croit qu'il va s'encanailler patiemment avec la première bourgeoise venue sous prétexte que cette nuit là tout serait permis. Grottesque opération défilouir

L'un s'inscrit dans une mise en scène officielle, à la codification figée et exprimant un jeu où le plaisir spontané est absent.

Il faut faire la fête parce que c'est le jour de l'an et qu'on est autorisé à occuper la rue la plus symbolique de la puissance et de la richesse des classes dominantes.

On joue à l'insurrection populaire, comme le 14 juillet.

Dans l'autre cas l'acte est « spontané » et un vrai risque est pris pour défier l'ordre établi. L'insurrection est réelle pour ceux qui s'y impliquent même si

dit préventifs est chargée de gérer cette situation. Il est certain que cela donne du travail à tout un tas d'éducateurs et autres chefs de projet ou de mission quelconque dont la fonction essentielle est de servir de faire-valoir et de producteurs de statistiques « d'actions menées sur le terrain ».

L'objectif réel de ce dispositif social sous couvert d'un vocabulaire d'intégration et de responsabilisation, est d'infantiliser les classes pauvres, toujours présentes comme incapables de se gouverner elles-mêmes.

Cela génère le fatalisme et l'incapacité à exister en tant qu'êtres capables d'agir de façon autonome. Et bien entendu cela permet d'opposer les « banlieues » et les classes moyennes et de placer ainsi les pouvoirs publics en rôle d'arbitre des tensions sociales.

Cette stratégie politique briseuse d'individus a néanmoins trouvé ses limites et il y a indéniablement une prise de conscience collective par les classes pauvres que cette manipulation institutionnelle n'a jamais été leur réalité, quelle que soit leur origine géographique.

Petit à petit les pauvres ont pris conscience que s'intégrer voulait dire accepter d'être dans la misère, accepter de survivre d'aumônes et accepter d'être méprisés par le reste de la société.

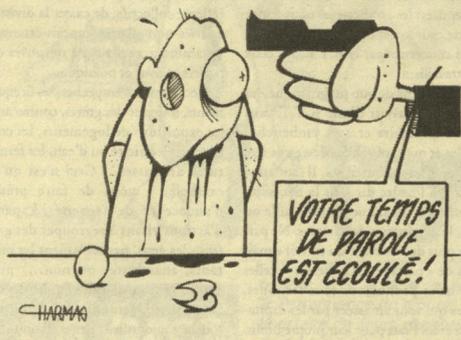
C'est cela qu'ils commencent à rejeter et c'est à partir de là que prend corps leur révolte sociale.

Voilà ce qui fait peur au pouvoir et le contraint à développer une nouvelle stratégie.

• Tours :
• Attentat fasciste
• page 8

• Lille : grève de la faim
• des sans-papiers
• page 4

POLICE ET JEUNES, LE DIALOGUE S'INSTALLE



d'une violence sociale retenue à long-ueur d'année!

La même nuit, à Strasbourg, quelques centaines de gamins se défoulent aussi en provoquant les agents de l'ordre.

Tout le plaisir du jeu se trouve dans le fait de niquer les patrouilles de police.

La voiture qui flambe ou la vitrine du centre social qui explose matérialisent seulement la victoire sur l'ennemi. Il n'y a plus qu'à rejouer une nouvelle partie ailleurs.

Si ces deux faits violents sont traités de manière très différente par les médias, c'est à cause de leur signification politique, bien entendu.

pour le pouvoir les règles du jeu sont parfaitement contrôlées.

La violence sociale est une forme de protestation politique!

En effet il est impossible d'imaginer que l'État soit réellement dépassé par ce type de violence alors que depuis des années il peaufine ses outils de répression tant sur le plan judiciaire que par les moyens matériels et humains dont il dispose.

Il y a un discours très élaboré pour expliquer, justifier et légitimer la nécessité d'encadrer une jeunesse soi-disant laissée à l'abandon par la famille, incapable même de profiter de l'ascenseur social que serait encore l'Éducation nationale... désœuvrée et livrée à elle-même elle sombrerait en masse dans l'absurde et la délinquance.

Une armada d'associations de quartiers, de réinsertion et autres dispositifs

Les événements se précipitent!

Chacun sait que la violence urbaine est directement liée à la dégradation de la situation économique et sociale des classes les plus pauvres. Mais il n'est question que de continuer une politique produisant de plus en plus d'inégalités.

L'État se doit forcément d'intégrer dans ses stratégies le contrôle et la répression induit par cette logique capitaliste. Et comme la panoplie de contrôle préventif a de moins en moins de prise et de légitimité, même auprès des travailleurs sociaux chargés de l'exécution de ces tâches, il devient nécessaire de se préparer à l'utilisation de l'arsenal policier et judiciaire de manière plus intensive. Et force est de constater que les événements se précipitent.

La série de grèves protestataires des chauffeurs des réseaux ●●● page 8

EDITORIAL

Pour ce début d'année, le *Monde libertaire* vous propose un petit conte de Noël.

En ce 31 décembre, Chirac présente ses vœux. Il souhaite à tous « une France rassemblée (autour de lui certainement) et fière de ses valeurs ». Sur ce point, il se fait plus précis – « que les pouvoirs publics restaurent l'ordre et la sécurité ». Logiquement, on en déduit que le désordre et l'insécurité régneraient sans partage. Comme tout un chacun, notre vénéré Président n'échappe pas au bombardement médiatique. Depuis plusieurs mois, il peut voir chaque jour sur son petit écran qu'il y a chez nous trop de violence, trop d'insécurité dans les écoles, dans les transports, dans les rues.

Attentivement, Jospin écoute le Président. Pensif et soucieux, il se dit qu'il est temps de faire face, sans lésiner sur les moyens bien entendu, ni reculer devant de vagues considérations ayant trait aux libertés individuelles. Les bavures policières sont certes regrettables, mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs...

Une coupe de champagne à la main, Jospin réfléchit. La gauche multiplie les déclarations assurant qu'elle n'est plus complexée face à la sécurité. Aujourd'hui, Vigipirate s'est installé dans le plus total consensus. Ce n'est pas la remise en cause de ce plan qui paraît à l'ordre du jour mais, bien au contraire, son extension. Jospin se souvient que, deux ans auparavant, Éric Raoult tonnait contre « l'intifada des banlieues » et réclamait un « plan Vigibanlieue », il se dit que cette « idée » pourrait bien revenir, tout naturellement, sous les feux de l'actualité.

Mobilisant son immense connaissance des dossiers, la pensée du Premier ministre vagabonde. Dans le domaine de l'insécurité et du tout répressif, il sait que les États-Unis ont une longueur d'avance. Rien de surprenant, les niveaux de salaires sont tombés tellement bas qu'ils poussent à la délinquance: pourquoi travailler pour rien alors que la richesse court les rues? La logique en œuvre est d'une terrible simplicité: le développement de la pauvreté nourrit la délinquance qui légitime une répression sans cesse accrue. Cela Jospin le sait, mais s'attaquer à la pauvreté ne fait pas partie de ses intentions.

Aux États-Unis, le taux d'incarcération a quadruplé entre 1970 et 1995. Le taux de chômage, 4,6%, est à son plus bas niveau depuis 1973. Jospin sourit en relevant un lien de causalité entre ces deux phénomènes. L'addition des prisonniers, 1,6 millions, et du personnel pénitentiaire, 1,5 millions, représente 4% de la population active masculine.

Soudain, Jospin bondit de son fauteuil. Comment n'y a-t-il pas pensé plus tôt? Alors qu'en France les chômeurs tentent de s'organiser et luttent, la solution est là. Il suffirait de les répartir équitablement pour éradiquer le chômage: une moitié de taulards, une moitié de matons. Tout à sa joie, Jospin se félicite: la social-démocratie prépare un monde meilleur.

ISSN 0026-9433 - N° 1105



FOP 2520

Pour la Réduction du temps de travail Contre le projet Jospin

UN DES DÉBATS DE LA récente campagne électorale a porté sur les 35 heures. Jospin élu, ce projet sera porté devant l'Assemblée nationale en janvier. Que faut-il en penser ?

Les réactions

Peu de surprises : le petit patronat (S.N.P.M.I.) est hystérique, le C.N.P.F. et son président E.-A. Seillière entament aussitôt une campagne nationale contre les 35 heures. La droite prépare une offensive parlementaire lorsque le texte de loi sera présenté en janvier au parlement. Seule exception : G. de Robien (U.D.F.) qui estime que sa loi a préparé le terrain à Jospin, ce que Martine Aubry reconnaît volontiers. Même s'il en dénonce des modalités (pour la forme ?), Robien est bien le trait d'union entre la droite et la gauche plurielle pour ce qui est de la réforme des 35 heures.

La gauche plurielle, justement, réagit mollement : pour le P.C.F., R. Hue a déclaré sur R.T.T. le 2 décembre qu'il s'agissait là d'un "bon projet", "suffisamment hardi"; les Verts jouent à "retiens-moi ou je fais un malheur": comme pour les sans-papiers, ils resteront partenaires du P.S. tant qu'il y aura des strapontins à prendre.

Syndicalement, Notat défend ardemment le projet, justifiant même les pertes de salaires et fustigeant le C.N.P.F. parce qu'il ne verrait pas que la flexibilité demandée est présente dans ce projet de loi sur la R.T.T. Blondel pour F.O. annonce des surprises au gouvernement s'il déçoit les salariés sur les 35 heures, Viannet (C.G.T.) se fait plutôt discret. Tout ce beau monde a « salué très positivement ce texte » selon Jean le Garrec (rapporteur P.S.) qui a

reçu les « partenaires sociaux » le 10 décembre. Il n'y a guère que les remuants oppositionnels « C.F.D.T. en lutte » et S.U.D. qui se soient démarqués clairement. Quant aux salariés, il suffit de questionner son entourage pour s'apercevoir que l'enthousiasme n'est pas là et qu'ils restent prudents: ils savent trop bien sans doute que rien, jamais, ne se fait sans contreparties et que la promesse des 35 heures payées 39 est un mensonge de plus.

R.T.T.: attention danger!

A y bien regarder, ce projet, en fait, s'inscrit bien dans l'évolution globale du capitalisme et de la nécessité de précariser et de diviser le monde du travail pour mieux contrôler les coûts de production, donc les bénéficiaires et la pérennité du système.

En effet, l'alibi reste la lutte contre le chômage et le partage du temps de travail. Et si cette loi des 35 heures ne soulève pas d'oppositions dans le corps social, c'est que celui-ci a mauvaise conscience: on pourrait reprocher aux mauvaises têtes de ne pas être solidaires avec les chômeurs... Pourtant, qui peut croire que les patrons n'embaucheront pas les nouveaux travailleurs sous contrats précaires (C.D.D., temps partiels imposés) généralisant toujours plus la précarité? Comment ne pas imaginer que le chantage sur les salaires sera total (baisse ou gel), puisque les accords pourront se négocier par branche et par entreprise? Mais quelle est la situation d'un salarié dans les P.M.E. où il n'y a que rarement un contrepoint collectif (syndical ou autre) face à son employeur et qui aura pour charge de négocier la R.T.T.? Et avec quel recours puisque les centrales syndicales ont participé à l'élaboration et aux consultations préalables

au projet de loi sur les 35 heures? Bien sûr, nous devons faire le même travail mais plus vite! Dans le même temps, les salariés, anciens ou nouveaux, paieront par leurs impôts les primes au patronat: c'est le financement de la précarité par les concernés eux-mêmes!

Et là aussi, il y a de quoi être inquiet: car ces primes seront des remises sur les charges sociales patronales. Bien sûr, l'État a promis de rembourser les budgets sociaux ponctionnés mais tiendra-t-il sa promesse? Autant dire que le trou de la Sécurité sociale risque de refaire parler de lui sous peu...

Tout change, mais rien ne change

Parallèlement à tout ce dispositif, le mode de calcul du S.M.I.C. va changer, les heures supplémentaires ne seront pas majorées pour les P.M.E. (au moins dans un premier temps), la différence entre des contrats à temps partiel (jusqu'à 32 heures hebdo) et la R.T.T. à 35 heures risque d'être insignifiante en termes de revenus, mais pas pour nos employeurs qui vont préférer le temps partiel... Finalement, la dérégulation se renforce à tous les niveaux et avec l'accord tacite des syndicats et de l'État. Des syndicats qui, nous l'avons vu, se sont insérés dans l'élaboration de ce projet, et instrumentalisés par l'État, via le gouvernement Jospin. En réalité, faire-valoir sociaux, les centrales syndicales se font les complices de l'annualisation du temps de travail, mettant ainsi les travailleurs à la disposition des entreprises pour produire suivant les nécessités du marché: c'est la politique des "flux tendus" appliqués aux hommes et aux femmes qui travaillent! Ils vont donc envoyer leur base appliquer sur le terrain ce que l'État et le patronat auront concocté: flexibilité pour tous, annualisation, précarité renforcée, baisse ou gel des salaires, représentation syndicale fantoche dans les P.M.E.... sous couvert de lutte contre le chômage!

Quant à l'État, il joue le rôle qui est le sien: il régule les différents marchés, dont celui du travail, au gré des nécessités du capitalisme. Aujourd'hui, celui-ci a besoin de relancer la consommation en continuant à influencer sur les salaires (coûts de production): l'État lui vient en aide. Après avoir étatisé les organismes sociaux, il les utilise pour subventionner par le biais de primes ou d'allocations diverses ce que le patronat n'a plus à payer. C'est ainsi qu'aujourd'hui la baisse du temps de travail est encouragée financièrement auprès des salariés, ce qui permet aux patrons de demander à leurs salariés de baisser leurs temps de travail sans perte de revenus: l'État y pourvoira! En compensation, on embauchera sous contrat précaire, eux-mêmes encouragés par l'État: remises de 30 % de charges sur les contrats à temps partiel

(16 à 32 heures hebdomadaires), primes sur les bas salaires... L'État permet au patronat de privatiser les bénéfices et de collectiviser les pertes et les investissements (coût du chômage, aides à l'embauche, à l'installation...)

Y a-t-il une riposte possible ?

On peut l'espérer, mais c'est peu probable dans la complicité de militants syndicaux et politiques conscients des enjeux et la combativité des gens. Car la sensation d'éparpillement et de différence de statut va jouer à fond: les fonctionnaires sont exclus de l'accord (1) sur les 35 heures, le privé pourra l'appliquer en 2000 et en 2002 voire plus tard même... Ce qui va induire une véritable différenciation des situations à travers le temps travaillé. Si l'on ajoute à cela la masse grandissante des travailleurs qui travaillent à temps partiel (2) choisis... par le patronat, plus les emplois-jeunes, les C.E.S., les sans-emplois, etc. il y a peu de chances de voir un mouvement d'ensemble se dessiner pour s'opposer à l'arnaque du projet Jospin-Aubry. De toute façon, il serait stupide de se prononcer « contre les 35 heures »: ce qui peut s'arracher au travail salarié est toujours bon à prendre! Nuançons: nous devons nous opposer aux conditions générales d'application de la R.T.T.

Toute riposte doit donc commencer par un effort de compréhension et d'information sur le projet des 35 heures et ce qu'il sous-tend. Notre première bataille est donc idéologique. Puis nous devons intervenir partout où c'est possible, dans et surtout en dehors des entreprises: les syndicats ne nous feront pas de cadeaux et les sans-emplois sont aussi concernés par la R.T.T. que ceux qui travaillent.

D'un point de vue pragmatique, les actions en faveur d'une R.T.T. sans baisse de salaire et avec embauches stables et non précarisées devraient être encouragées et soutenues. Il faut aussi mettre à l'ordre du jour la nécessité d'assurer à tous, que l'on travaille ou non, la satisfaction des besoins. Ne parlons plus de « partage du travail » mais bien de « partage des richesses », celles que nous produisons tous les jours, celles qui sont amassées par les capitalistes et les États pour leur propre profit. D'un point de vue programmatique, notre démarche doit forcément s'inscrire dans la lutte pour l'abolition du capitalisme et de son corollaire naturel, la précarité.

Le Capital aime la R.T.T....

De plus en plus d'économistes envisagent la possibilité d'un capitalisme cohabitant avec une baisse généralisée du temps de travail et incluant le versement d'une allocation universelle pour tous. C'est cette société idéale que le capitalisme nous vante: la « société des loisirs ». Cette nouvelle adaptation des marchés pourrait redonner un second souffle à un capitalisme en profonde mutation quittant l'ère industrielle pour s'acheminer vers des services de masse et de loisirs: le tourisme est devenu aujourd'hui la première industrie mondiale. Mais pour consommer des loisirs,

il faut du temps libre et un revenu: d'où l'intérêt de leur généralisation pour le capital. Ceci pour dire que réclamer un « revenu pour tous » et la baisse du temps travaillé sans poser la problématique d'une transformation sociale, c'est suivre le chemin déjà tracé d'un aménagement du système, de sa pérennisation. Est-ce à dire que nous sommes impuissants devant ces évolutions? Oui, si la formule « non au partage de la misère, oui au partage des richesses » ne se prolonge pas d'une présence anarchiste réelle dans des mouvements sociaux.

De l'idée à l'action

Toute la difficulté pour ceux qui parlent de transformation sociale et sociale est de combattre l'apathie ambiante tout en proposant des modalités d'actions: la quadrature du cercle, souvent! Il n'y a pourtant pas d'autres solutions: un discours, même très juste, non suivi d'effets dans l'action paraît creux et peu crédible. Il y a donc urgence pour les anarchistes à s'organiser sur leurs propres bases (3) pour pouvoir mieux investir les terrains de lutte existants ou à créer.

L'articulation entre le rejet de l'injustice sociale et de la précarité amenées entre autres par le projet de R.T.T., et la nécessité impérieuse de reprendre aux riches ce qui appartient à tous, reste à trouver. Mais nous ne la trouverons concrètement que dans l'activité politique et sociale! Toutes les actions visant à mettre en place des réseaux au niveau des entreprises, des quartiers, des communes et au-delà doivent être encouragées; l'existence de ces réseaux doit permettre par exemple de reconstituer des réflexes collectifs, de casser la division salariés-non salariés français-étrangers notamment, et d'aider à retrouver des repères sociaux et politiques.

Ceci en vue d'empêcher des licenciements, soutenir des grèves, contrecarrer les expulsions de logements, les coupures d'électricité ou d'eau, les fermetures de classes... Ceci n'est qu'un exemple, à nous de faire preuve d'audace et de ténacité. A partir d'actions visant à regrouper des gens (tous les gens, pas seulement les militants, anarchistes ou non...) pour empêcher l'intolérable, nous devons faire naître la sensation que l'injustice touche toujours les mêmes. Il nous faut éveiller les esprits à une conscience de classe pour désigner clairement nos faux amis (État, politiciens...) et nos ennemis (Capital...) en vue de leur disparition.

Autant dire que nos efforts et le temps nécessaire ne devront pas être comptés: qui pouvait croire qu'il en serait autrement?

Groupe FA. du Gard

- (1) Pourquoi? Peut-être parce que l'État n'aurait pas pu baisser les revenus des travailleurs de la fonction publique, créant là un précédent que les travailleurs du privé auraient utilisé pour protester contre la baisse qui leur sera appliquée.
- (2) La part du temps partiel a doublé entre 1974 et 1987 en passant à près de 18% des emplois existants.
- (3) Je m'adresse à ceux qui sont convaincus de la nécessité pour les anarchistes d'être organisés et actifs, que les autres retournent à leur jardin potager.

Souscription Monde libertaire

Décembre 1997: Olmo A.: 110 F; Fraygefond G.: 100 F; Lengcart M.: 76 F; Raynaud, Posada, Lasfargues, Vuillet A., Garnus D., Ferreira M., Graner B.F., Dumas, J.L., Ragheboom H., Machue: 60 F. Total = 886 F.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Chômeurs en lutte

Partageons le travail et les richesses, pas la misère!

LA FIN D'ANNÉE EST MARQUÉE par un mouvement assez rare: des chômeurs organisés se battent pour leurs intérêts. Avec des revendications extrêmement pragmatiques: 3 000 francs de prime de Noël! Certes, certains font la fine bouche devant ce type de revendication intègrée et réformiste. Mais la plupart des salariés ne font pas autre chose quand ils luttent contre les licenciements ou pour une augmentation de salaire. Faut-il rappeler que tous les combats commencent par là: on n'aboutit pas à la révolution directe!

C'est dans la lutte que les gens prennent souvent conscience de leur existence, de leur intérêt et du groupe qu'ils représentent. Rien que pour cela, on ne sort pas d'une lutte comme avant. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour nous montrer que ce ne sont pas souvent les plus marginalisés qui luttent le plus mais ceux qui ont le meilleur statut pour lutter. De là vient la difficulté pour les chômeurs de s'organiser.

Pour tous ceux qui essaient de mobiliser et d'organiser les luttes de chômeurs, la pratique est intéressante, par son organisation

prise en charge en grande partie par des chômeurs, par son mode d'action directe (occupation des A.S.S.E.D.I.C.). Et puis, s'il y en a pour qui changer de société et lutter est important, ce sont bien les chômeurs.

La responsabilité de la C.F.D.T.

Les chômeurs n'ont cessé de s'en prendre plein la gueule depuis quatre ans. Depuis que la C.F.D.T., avec l'aide du patronat, est arrivée à la tête de l'U.N.E.D.I.C. en 1993. En bonne gardienne du statu quo social, elle a réussi à faire en sorte de dégrader en deux ans un excédent de 9 milliards de francs. Le prix à payer a été lourd pour les chômeurs: une accélération de la dégressivité des allocations; - 17% tous les quatre mois. On voit pourquoi les uns ont du mal à comprendre que l'étatisation rampante de la Sécurité sociale les dessaisit d'un pouvoir de représentation: ils en sont déjà dessaisis! En plus, ces 9 milliards ont été partagés entre un allègement des charges des patrons et les politiques d'aides à l'emploi, qui sont des subventions aux patrons. Les chômeurs sont culpabilisés dans leur

situation, tout en ayant financé des allocations qui leur sont supprimées pour que le patronat s'engraisse dessus avec l'aide de syndicats comme la C.F.D.T.! On comprend pourquoi les chômeurs sont excédés! Tous les mouvements qui se sont succédés ont géré l'accroissement du chômage.

On comprend aussi pourquoi la C.F.D.T. est absente du conflit. C'est pour cela qu'il dure! Plus sérieusement, il est acquis pour tous les tenants du libéralisme, qu'ils soient ultras ou soft-sociaux de gauche, que le chômage doit être une épreuve pour ne pas le faire préférer au travail. Une allocation universelle de 5 000 F par mois, c'est sûr que ça dérangerait!

Face à cela le gouvernement dégage une aide, mais spécifique à ceux d'entre les chômeurs qui souffrent le plus: 2% d'augmentation des allocations spécifiques de solidarité pour les chômeurs ayant travaillé

40 ans et âgés de plus de 50 ans, de qui se moque-t-on? Faut-il rappeler que l'assurance chômage est financée solidairement par tous les salariés, qui y ont donc droit sans que cela soit de l'aumône. Ce n'est pas la charité que nous voulons mais l'égalité. A l'heure où les gouvernements dépensent des fortunes pour payer les préretraites de chez Peugeot, il est indécent de voir ce type de propositions. De gauche ou de droite, nous voyons que le mépris est aussi dur à accepter!

Les limites d'A.C!

Face à ces enjeux, les slogans d'Agir contre le chômage, qui reprend la campagne passée d'un gouvernement - les salaires sont les emplettes et les emplettes sont les emplois - sont certes quelque peu décalés. Les tenants de cette solution productiviste (travaillons, consommons, cela fera des emplois!) refusent de voir

les conséquences de leur raisonnement. Car cela implique en effet de continuer comme avant dans ce monde absurde en créant encore plus d'emplois (pourquoi pas en supprimant les tâches automatisées pour les remplacer par des tâches manuelles). Pour nous, il s'agit de répartir autrement les richesses en fonction du travail de chacun et du droit de chacun à vivre décemment, en clair, supprimer les profits. C'est donc cela l'enjeu: tant que ce sont les patrons qui décideront de qui ils embauchent, pour faire ce qu'ils veulent, nous serons dans une société qui attribue pouvoir et privilèges à certains de ses membres.

Au bout du compte, tout en menant les luttes partielles nécessaires à impulser des dynamiques collectives, nous devons toujours rappeler que l'abolition du chômage n'est possible qu'en abolissant le capitalisme et l'État!

Most

Grève à France 3 Bourgogne

L'essentiel est dans la parenthèse

R IEN DANS LES MAINS, RIEN dans les poches; elle est venue puis s'en est allée... Au moment d'écrire, rien non plus sur la table. Pas de tract, de fax, aucun des textes écrits, lus, discutés, envoyés et reçus par dizaines pendant onze jours. Juste la mémoire d'une parenthèse toute fraîche comme une empreinte pas encore piétinée, fragile et précieux indice de l'état du monde. Une trace de communauté dans le désert de la réussite individuelle.

Bref un fossile vivant. Une grève quoi!

Comme toutes les grèves, celle-ci a commencé bien avant le début. On devait sûrement être nombreux à en avoir envie, à la désirer comme on désire le printemps à la fin février. Le préavis était posé, la date brillait comme un phare dans le brouillard: 2 décembre. Depuis un mois, huit syndicats rencontraient épisodiquement la direction pour discuter des points du préavis:

plan stratégique, nouvelles technologies, salaires, emploi. On suivait vaguement...

A Dijon, nos soucis étaient plus terre à terre: des chefs de services mauvais, lâches et en rivalité. Incompétence et zizanie, malaise et ennui à tous les étages.

2 décembre! 70% de grévistes. Des techniciens, des journalistes et des administratifs. Des qui se connaissent bien, des qui travaillent ensemble, des qui se croisent à la machine à café depuis Mathusalem sans savoir qui fait quoi, des qu'on sait même pas leur nom, qu'on confond avec d'autres, qu'ont pas l'air sympa, ou l'air sympa, des qui-sont-tout-le-temps-le-cul-sur-leur-chaise, des m'as-tu-vu de journaliste, des râleurs de techniciens... Une grande famille!

Et qui accouche tout de suite d'un bébé on ne peut plus à terme. Le premier tract s'appelle « Conflit national, exaspération régionale ». Sa conclusion est sans ambiguïté: nos chefs doivent partir!

Un acte. Le premier. Fondateur, comme on dit.

Du coup on pourrait s'emparer de tout le reste. Les nouvelles technologies, la réduction du temps de travail, la précarité (à France 3, 3 600 permanents, 5 000 occasionnels), un peu mon neveu que ça nous intéresse. C'était parti! Deux A.G. par jour, commissions de travail, faxer dans les régions, à la presse, bloquer la station, les banderoles, les repas ensemble, les nuits de garde, les discussions, les engueulades, les rires, les rencontres, ceux qui étonnent, ceux qui déçoivent, ceux qui ravissent, ceux qui sont déçus, ceux qui séduisent, ceux qui agacent...

Et puis les débats sur ce qu'on fait, sur nos métiers, ce qu'on montre à la télé régionale, pourquoi, comment, ce qu'on voudrait y montrer, pourquoi et comment...

Arroseurs arrosés, les journalistes pestent contre le traitement de la grève par

la presse régionale. Font-ils mieux, eux, quand ils « couvrent » des conflits? Quelques phrases viennent en tête. De « Marius et Jeannette »: « Tu as bien raison de vouloir faire journaliste. Il faut qu'il y en ait un peu qui viennent de chez nous, sinon ils ne parlent jamais de nous ». Du livre de Serge Halimi « Les nouveaux chiens de garde »: « Il y a vingt ans, disait un syndicaliste américain, les journalistes venaient boire un coup avec nous dans les bars. Maintenant ils déjeunent avec les industriels »...

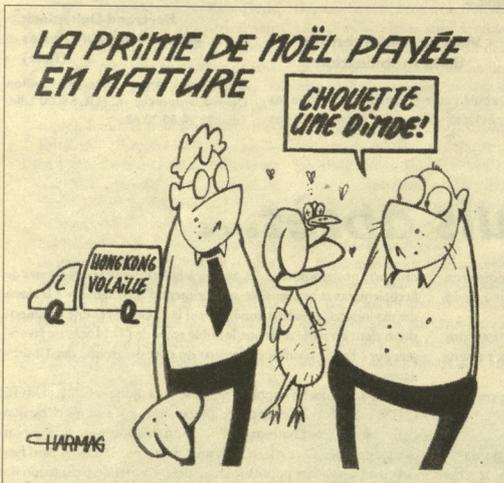
Dixième jour. A Paris, un protocole d'accord est rédigé puis envoyé dans les stations. Deux heures pour l'étudier avant l'A.G. Quelques moyens supplémentaires pour les régions et du temps d'antenne en plus, pas une avancée sur la réduction de la précarité, quelques aumônes sur les salaires, maintien de la division entre journalistes et « autres catégories de personnels »... Le texte est rejeté par Dijon comme par la majorité des régions.

Le lendemain une nouvelle mouture arrive. Quelques avancées, pas de quoi sauter au plafond. Le texte est adopté par Dijon comme par la majorité des régions. La grève se fracasse dans le virage qu'elle n'a pas su et pas voulu prendre. D'une certaine façon tout commençait là, face à la tuelle: pourquoi l'État pique-t-il du pognon à France 3 depuis trois ans?

Sur la réduction du temps de travail et de la précarité, on est quelques-uns à ne pas vouloir lâcher le morceau. A bientôt!

Pour nos petits chefs régionaux, c'est l'attente. S'ils sont encore là dans un mois, que va-t-on faire? On a recommencé à travailler, mais on continue à se parler, à fréquenter des étapes inhabituelles. Il y a des sourires, des gestes d'attention. Quelque chose a changé dans l'architecture intérieure, dans les trajets. Ça sent la fierté dans les couloirs. Le plus gros acquis d'une grève, c'est la grève. L'essentiel est dans la parenthèse.

Un gréviste de France 3 Bourgogne



En bref

■ Permanence du groupe libertaire de Tours chaque jeudi de 14 h à 16 heures à la fac des tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32 rue Carnot.

■ Groupe libertaire de Tours: c/o F.A. B.P. 7414, 37074 Tours cedex 2.

■ Un nouveau groupe de la F.A. s'est constitué à Saint-Etienne. groupe Les Asturies c/o: ELS, B.P. 297, 42016 Saint-Etienne cedex 01. Permanence les vendredis de 15 à 20 heures, samedis de 13 h 30 à 19 heures et dimanches de 10 à 13 heures au 2, rue Paillon. Vente du Monde libertaire le samedi à partir de 10 heures devant la bibliothèque municipale.

■ Le GRAAF (Groupe roubaisien anarchiste et antifasciste) vient de nous faire part de sa naissance. c/o 1-2 rue Denis du Péage, 59800 Lille.

■ Le groupe Louise Michel de la F.A. vend le Monde libertaire tous vendredis de 11 h 30 à 12 h 30 à la Fac de Nanterre (Bât. B).

■ Le groupe Humeurs Noires de la F.A. de Lille anime une émission de radio « La voix sans maître » tous les vendredis de 20 h à 21 heures sur Radio campus(106.6); il tient une table de presse le mercredi de 12 h 15 à 14 heures à la fac Lille III (Bât. A). Groupe Humeurs noires, c/o C.C.L., 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille Fives.

SANS-PAPIERS

Plus de 50 jours de grève de la faim à Lille

FETES OU PAS, LES SANS-PAPIERS de Lille, à l'image des chômeurs qui occupent les A.S.S.E.D.I.C., ont poursuivi leur grève de la faim pour la régularisation globale. Grève dure, tendue, à peu près ignorée de l'ensemble de la classe politique. Il paraît qu'après la circulaire et la loi Chevènement, l'affaire des sans-papiers est réglée en France. C'est pourquoi Lionel Jospin a effectué ce voyage en Afrique francophone afin de persuader des gouvernements sur lesquels l'État français ne manque pas de moyens de pression pour rapatrier ces indésirables luteurs. C'est peu dire que, pendant longtemps, les sans-papiers avaient de quoi se sentir seuls. Plus de cinquante jours de grève depuis le 17 novembre et pas d'issue à l'horizon. On ne les a pas vu tous ces ténors politiques régionaux et nationaux qui s'étaient pressés autour d'eux au printemps dernier, hormis Marie-Christine Blandin, présidente verte du Conseil régional sur un siège éjectable ; qui continue à jouer au poil à gratter du P.S. local. Les grévistes n'ont plus rien à perdre. Nombre d'entre eux font partie du comité depuis sa création et n'ont toujours rien vu venir, si ce n'est de multiples convocations (jusqu'à 9 !). Certains souffrent énormément de cette grève de la faim. L'un d'eux a été admis à huit reprises aux urgences du C.H.R. tout proche suite à des malaises. Dès le 35^e jour

de grève de la faim, quelques-uns ne supportaient plus l'eau sucrée qu'ils devaient impérativement boire. D'autres complications sont alors apparues : des nausées et des vomissements qui leur ont interdit de boire quoi que ce fut. Le résultat ne s'est pas fait attendre : Seidi Samba et Danso Bourama ont été évacués le 24 décembre au C.H.R. où ils sont restés plus de 24 heures du fait de la déshydratation et de lésions qui s'ouvrent dans la paroi stomacale.

Préfecture : silence radio

Malgré cela, la préfecture du Nord est restée silencieuse, comme si la grève n'existait pas. Mais les grévistes de la faim sont déterminés à aller jusqu'au bout. Après seize mois de lutte, ou ça passe, ou ça casse. Les appels à la mobilisation n'ont pas manqué : deux manifestations de 150 et 200 personnes les 13 et 20 décembre ; un débat que les groupes lillois de la Fédération anarchiste avaient organisé avec l'U.N.E.F. à la fac de lettres le 11 décembre... et une occupation de la mairie de Lille le 19 décembre, à l'appel de parrains et marraines de sans-papiers, à laquelle ont participé Humeurs noires, A.C.I.-Lille, des squatters du Teepy, le Comité anti-expulsion de Villeneuve d'Ascq et le Collectif antiraciste et antifasciste d'Arras. Occupation qui n'eut pas l'heur de plaire à la municipalité. Daniel

Rougerie, ex-mao écolo reconverti en conseiller municipal chargé de la sécurité, n'a sans doute pas goûté ce qui devait être pour lui une mauvaise plaisanterie. Il a fait évacuer les lieux après deux heures d'occupation.

Le 29 décembre le Comité réussissait non sans mal à rencontrer la préfecture. Elle avait accepté une rencontre à la demande de la C.G.T., du M.R.A.P. et de la L.D.H. pour faire le point de la régularisation. Le C.S.P. 59 dut s'imposer à cette rencontre, à laquelle la préfecture souhaitait qu'il ne participe pas. Concernant la circulaire, le représentant du préfet fit savoir que 2630 dossiers avaient été reçus et 2630 convocations envoyées, que 469 personnes avaient été régularisées (21 %) et 12 refus étaient en instance d'être envoyés.

Concernant la grève de la faim, voici la teneur de l'échange avec M. Bellour, directeur de cabinet du préfet, tel que l'a rapporté le comité. C'est édifiant :

- C.S.P. 59 : « Le préfet a une liste de vingt grévistes de la faim qui ont entamé leur mouvement depuis le 17 novembre 1997, que décidez-vous ? »

- M. Bellour : « Ceux qui doivent être régularisés le seront et ceux qui ne doivent pas l'être ne le seront pas. J'ai mandat de vous dire que la réponse viendra incessamment. »

- C.S.P. 59 : « Qu'entendez-vous par incessamment, aujourd'hui ou demain ? »

- M. Bellour : « Le mandat que j'ai, c'est que ce sera incessamment, je ne peux pas vous en dire plus. »

- C.S.P. 59 : « Faites vite Monsieur le directeur de cabinet, car déjà deux ont vomi du sang et deux autres viennent d'être hospitalisés maintenant. Il va y avoir un alignement de cadavres jamais vu dans l'histoire de France. Sur les vingt grévistes de la faim, le C.S.P. 59 affirme que 14 peuvent obtenir la régularisation tout de suite sur la base de la circulaire du 24 juin 1997 et sept qui sont frappés d'interdiction du territoire (I.T.F.) peuvent obtenir l'assignation à résidence. Le C.S.P. 59 vous annonce que Khamkhi vient de voir son I.T.F. levée, c'est la preuve que l'assignation est utile et nous permet de faire notre travail en toute quiétude en direction du tribunal. »

- M. Bellour : « Je ne puis répondre sur l'assignation à résidence, mais je vais en référer. De toutes façons, il y en aura qui ne seront jamais régularisés, notamment un qui fait l'objet d'une enquête lourde. »

- Le C.S.P. 59 et les organisations présentes : « Que faites-vous de la présomption d'innocence ! Régularisez-le, il entre dans le cadre de la circulaire et la justice suivra son cours. C'est cela respecter l'État de droit. »

Vers un renforcement de la mobilisation

Depuis cette entrevue, alors que les grévistes de la faim attendent ces

courriers qui doivent les informer de la décision du préfet, rien ne leur était parvenu le samedi 3 janvier.

Ce même jour, une nouvelle manifestation de deux cents personnes rassembla les sans-papiers de Lille, les chômeurs d'Arras venus les soutenir ainsi que des sans-papiers de la région parisienne (Saint-Bernard, Coordination 93 et 94, quatrième collectif...) pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers. Ces chômeurs qui occupent les A.S.S.E.D.I.C. d'Arras ont ainsi montré la solidarité qui peut et qui doit exister entre les « sans », notamment en remettant au C.S.P. 59 les 4 500 F qui constituent la moitié d'une collecte qu'ils avaient effectué au péage de l'autoroute d'Arras.

Le gouvernement, par l'entremise du Préfet est maintenant au pied du mur. Ou il régularise, ou il recourt aux mêmes méthodes que le gouvernement Juppé : organiser une opération policière sur le site de lutte, arrêter les grévistes et expulser « ceux qui ne seront jamais régularisés » ou laisser mourir des gens qui ne demandent qu'une chose : vivre !

Une nouvelle manifestation est prévue le samedi 10 janvier, 15 heures Grand-place à Lille.

Bertrand Dekoninck groupe Humeurs noires (Lille)

Comité des sans-papiers 59 : Pavillon Denis-Cordonnier - C.H.R. 59000 Lille. Tél. : 03 20 60 20 68.

PRUD'HOMMES

Ils ont non-voté, et puis après...

DERNIÈRE ÉLECTION DU XXI^e SIÈCLE pour les conseillers prud'hommes qui vont effectuer leur mandat durant cinq ans en qualité de magistrats non professionnels. Pour ou contre cette instance, il convient de constater que plusieurs dizaines de milliers de salariés vont faire appel aux prud'hommes, qui jugeront dans la majorité des cas des affaires de licenciements abusifs et condamneront des patrons à verser plusieurs dizaines de millions de francs, qui finalement passeront de la poche des patrons à celle des salariés.

Les Conseils de Prud'hommes (spécificité française que l'Europe laisse en paix tant qu'elle a d'autres chats à fouetter) sont, à la fois, une référence évocatrice pour bon nombre de travailleurs et une juridiction mal connue chargée de répondre aux litiges de nature individuelle relevant du droit privé qui leur sont soumis.

65,6 % de non votants

Contradictoirement, on constate une forte abstention qui a été largement soulignée par la presse officielle. Tous les éléments habituels évoqués dans le cadre d'autres élections peuvent être retenus mais d'autres ont été passés sous silence.

Si les salariés devaient être inscrits par leurs employeurs sur les listes électorales prud'homales (ou l'A.N.P.E pour les demandeurs d'emploi), force est de constater que tel ne fut pas le cas. Pour ceux qui ont été inscrits, combien n'ont pas reçu leur carte d'électeur ? La responsabilité de l'administration dans cette affaire est entière. Le jour du vote, on a pu constater que dans les bureaux restaient d'importants paquets de cartes non distribués sur lesquelles foisonnaient les adresses incomplètes ou erronées.

Les listes fournies par les employeurs se sont, parfois, vues amputées de certains noms. Enfin, les exemples de vote rendu difficile (euphémisme) sur le temps de travail sont multiples. La section commerce, remarquable dans le domaine, comptabilise 72,4 % d'abstentions. Les abstentionnistes ont-ils choisi de ne pas élire leurs juges ?

Certains préfets, comme certains employeurs, ont largement permis ce pourcentage d'abstention. Ajoutons encore la désinforma-

tion avérée des médias, qui pour certains et non des moindres, annonçaient la fermeture des bureaux à 20 heures au lieu de 18 heures.

Dans le collège des employeurs l'abstention a été plus forte encore. Dans ce cas, la majorité des jugements défavorables aux patrons compte certainement pour beaucoup.

La campagne

Bien qu'elle ait été menée consciencieusement, la campagne de ces élections n'a guère été enthousiaste et elle fut généralement le reflet de l'activité ordinaire des organisations syndicales sur leur lieu d'influence, sans surprise significative. On ne s'étonnera pas dans ces conditions que la C.E.T.C. (syndicat par définition discriminatoire) perde des voix au profit de sa « fille aînée » la C.F.E.D.T.

Chaque confédération avait pourtant intérêt à démontrer son audience pour s'imposer stratégiquement et « accessoirement » pour garantir ses subventions. Mais une information sur une période restreinte peut-elle conduire à des résultats décisifs ? En fait chacun s'est d'abord débrouillé avec ses moyens financiers et militants, apparaissant plus en fonction de l'image que du contenu.

La C.F.E.D.T. a confirmé la personnalisation (culte ?) de l'organisation avec l'image très présente de sa manager Nicole Notat confinant à la publicité que lui accorde les journalistes. F.O. apparaît également en la personne de son secrétaire général. Est-ce une bonne idée après des déclarations plus que sujettes à caution ? Outre cette remarque, le thème commun des uns et des autres consiste à appeler les électeurs à s'en remettre à ceux qui vont défendre leurs droits, un thème de délégation que la C.G.T. a eu l'habileté de ne pas pratiquer avec son « faites-vous entendre ».

Les résultats

Ils sont sensiblement les mêmes que ceux de 1992 : entre tassement et légère progression. Seule la C.F.E.-C.G.C. essuie un revers, au profit semble-t-il de la C.F.E.D.T. Le profil consensuel et d'accompagnement de cette dernière convient certainement mieux à une

catégorie professionnelle, les cadres, à la fois inquiète des risques de licenciements et peu sensible au sentiment d'appartenance à la classe des exploités. Ce résultat conduira-t-il la C.G.C. vers une recomposition dont on parle mais que le faible score de l'U.N.S.A. ne favorisera pas ? Faible résultat également du côté du groupe des 10 solidaires.

Reste à aborder les « politiques d'extrême droite », C.S.L., U.E.T., C.E.N.T. (sic). Avec l'émergence de cette liste, qui a admis n'être que l'officine du Front national, à l'occasion des divers recours qui lui ont été opposés. Avec elle, le F.N. souhaitait devenir un vrai parti fasciste avec une assise populaire structurée. La grande satisfaction de ces élections pourrait être de constater que l'essai n'a pas été transformé et que le peu d'élus que la C.E.N.T. avait obtenu au détriment souvent des deux autres, va se voir invalidée grâce aux procédures engagées par les grandes confédérations, accusées de terrorisme par les susnommées.

... et puis après ?

L'instance prud'homale ne présente certainement pas un caractère révolutionnaire. Elle doit être comprise comme une institution concourant à la paix sociale. Elle est souvent, pourtant, le recours des salariés qui viennent faire dire le droit (pas forcément de la justice) face à des patrons qui, quand ils sont condamnés, sont reconnus délinquants.

Le bouleversement dans le cadre limité des Conseils de Prud'hommes serait que les juges puissent, en cas de licenciements reconnus abusifs, prononcer la réintégration du salarié. La perte d'un emploi ne peut pas se compenser par une estimation financière. Si le droit devait évoluer dans ce sens, nous atteindrions un point de rupture intéressant.

Soyons clairs, le véritable espoir ne naîtra pas d'une enceinte de tribunal, la construction d'un autre demain se bâtit à coup de luttes et les jugements ne seront jamais que le reflet d'une situation plus générale : chez les nettoyeurs du métro comme chez les métallos de Saint-Etienne.

Jean. - groupe Pierre Bernard (Paris)

Répression contre les antifascistes Solidarité avec un anarchiste allemand

HANS-GEORG EBERL, militant de l'I.-A.F.D. (Initiative pour une fédération anarchiste en Allemagne), organisation appartenant à l'Internationale des fédérations anarchistes, est actuellement sous la menace de la justice allemande pour son activité antifasciste. Le 2 novembre, dans la ville bavaroise de Koesching, environ 500 militants issus de plusieurs partis et organisations d'extrême droite se sont réunis en vue de créer « une internationale des droites européennes ». Parmi les orateurs, Yvan Blot, député européen, s'est exprimé au nom du Front national, suivi de Frank Vanhecke pour le « Vlaams Blok », de Harald Neubauer pour la « Deutsche Liga fuer Volk und Heimat », de Peter Dehoust (directeur de publication du mensuel *Nation und Europa*), d'Albert Mechttersheimer (ancien des Verts allemands et fondateur du « Friedenskomitee 2000 ») et de

Franz Schoenhuber, l'ancien leader des « Republikaner ». Devant le lieu de réunion, un rassemblement de 140 antifascistes, déterminés à exprimer leur opposition, ont été soumis à d'incessantes provocations des néo-nazis et des skins d'extrême droite qui assuraient le service d'ordre; jusqu'à ce qu'un antifasciste, attaqué par un skin, se fasse casser le nez. Délibérément, la police protégea alors la retraite de l'agresseur. Il en résulta des échauffourées entre antifascistes et néo-nazis, pendant lesquelles la police choisit son camp, finissant par charger les antifascistes dont trois furent alors interpellés. Parmi eux, Hans-Georg est accusé d'avoir lancé une pierre qui aurait heurté le gros orteil d'un policier. Le « traumatisme » fut tel qu'il n'a nécessité aucun soin médical. Pourtant, Hans-Georg a été incarcéré, du 2 au 14 novembre, à la prison d'Eichstaat, en détention pré-

ventive le temps de l'enquête. Pendant cette période, il a été soumis à un traitement « spécial » : contraint à travailler pour un mark de l'heure, lunettes rendues après une semaine d'emprisonnement, droit de visite restreint à ses seuls parents, courrier soumis à une censure sévère. Le 14 novembre, Hans Georg a enfin été remis en liberté mais il se retrouve inculpé sous les chefs d'accusation de « blessure grave » et de « sérieux trouble à l'ordre public ». La répression contre les antifascistes et les anarchistes a toujours été un instrument utilisé par l'État. Mais, depuis plusieurs mois, l'État allemand a considérablement durci son attitude dans ce domaine, en interdisant les manifs antifascistes et persécutant les militants. L'État démocratique confirme de plus en plus sa complicité avec l'extrême droite. Confronté à cette situation, nos camarades allemands s'efforcent d'organiser la mobilisation: les sou-



tiens doivent s'exprimer nombreux pour tenter de faire pression sur les autorités. L'I.-A.F.D. demande l'arrêt immédiat de toutes les poursuites judiciaires à l'encontre de Hans-Georg Eberl. Pour soutenir Hans-Georg, envoyer des lettres de protestation auprès de Beckstein, ministre bavarois de

l'Intérieur, à l'adresse suivante: Staatsminister des Innern, Odeonsplatz 3, 80539 Muenchen, Allemagne. Fax: + 89/2192-3350. Pour toute information complémentaire, contacter: I.-A.F.D. Gruppe Verden, Grosse Str. 62, 27283 Verden, Allemagne. E-mail: i-afd_@anarch.free.de

Péril islamique en Turquie

LES ISLAMISTES DU REFA Partisi (parti de la prospérité) sont depuis fin 1995 le premier parti turc en nombre de voix. Ils dirigent les plus grandes villes du pays, Istanbul, Ankara (la capitale politique), Izmir, et leur chef Necmettin Erbakan a même été Premier ministre en 1996. Cette montée de l'islamisme n'est bien entendu pas une spécificité turque: l'Egypte, l'Algérie, le Pakistan, le Soudan et d'autres en témoignent quotidiennement. Mais la Turquie, mal connue du grand public et des médias, présente de nombreuses spécificités qui en font un cas à part et une sorte de laboratoire d'un Islam qui se veut à la fois conquérant et ouvert.

Avec 60 millions d'habitants, grande comme une fois et demi la France, la Turquie est le pays le plus peuplé du bassin méditerranéen. A la charnière de l'Europe et du monde musulman, elle est en position marginale par rapport à ces deux ensembles, auxquels elle appartient mais avec lesquels elle entretient des relations complexes et souvent difficiles. Ce pays s'est reconstruit sur les décombres de l'Empire ottoman, autour de l'idéologie laïque et nationaliste du « père de la nation » Mustapha Kemal Atatürk, portée encore aujourd'hui par une armée omniprésente dans la vie politique et dont personne n'a oublié les trois coups d'État de 1960, 1971 et 1980.

Une implantation solide et durable

Pourtant le Refa s'est implanté solidement, dans ce contexte à priori difficile, en usant des méthodes habituelles des partis religieux. La Turquie est littéralement quadrillée par une organisation centralisée et pyramidale très efficace. Chaque zone rurale et chaque quartier des grandes villes possède son « émir » qui intervient dans tous les aspects de la vie quotidienne avec le relais d'une myriade d'associations qui prétendent palier aux carences de l'État, dans les domaines de

logement par la construction de logements sociaux (mais aussi de mosquées), de la lutte contre la misère par des distributions de nourriture pendant le ramadan, de l'éducation etc. Le Refa stigmatise l'injustice, la corruption et il a fait son fond de commerce de la dénonciation des magouilles des deux principaux partis (de droite) turcs. D'une main, il fustige le capitalisme et sa laïcité impie, mais de l'autre main il encourage les associations islamiques, réunissant les patrons qui le soutiennent.

Finalement, plus que la condamner, le parti d'Erbakan cherche à enturbaner la laïcité, en mariant culture occidentale et islam, par exemple en donnant à la charia (la loi islamique) des allures de nationalisme turc, en pro-

mouvant la taille de la barbe, les costumes impeccables et des voiles en soie qui frisent la haute couture. Les islamistes mettent en avant l'image d'une femme qui serait libérée parce que portant le voile et reprennent volontiers une partie du discours féministe qui dénonce la femme-objet. L'Islam est présenté de la manière la plus malhonnête comme vecteur de liberté et de tolérance. A la différence de beaucoup de pays musulmans, un étranger peut facilement manger ou fumer en public pendant le ramadan.

Intégrer ou non l'Europe?

La Turquie cherche depuis de nombreuses années à intégrer l'Union eu-

ropéenne et fait déjà partie du camp occidental par l'intermédiaire de l'O.T.A.N. depuis 1952. Or les Européens, sous la pression des Grecs mais aussi de l'Allemagne, ont repoussé la candidature turque au sommet des 12 et 13 décembre 1997 sur le « développement de l'Union ». L'occasion était belle pour les islamistes de dénoncer l'Union européenne comme étant un « club de chrétiens qui veut dicter sa politique à la Turquie » et de ressortir les théories écoulées sur l'unité territoriale de l'Islam. Ces tentatives pour « réunifier le monde musulman » portent leurs fruits et la Turquie a participé en décembre à la grande conférence des pays islamiques de Téhéran. Erbakan, lors de ses tournées politiques en Malaisie, au Pakistan

ou en Indonésie, incite à réfléchir à un marché commun islamique, une monnaie unique islamique...

L'oppression des Alévis

Derrière la façade présenteable, les partis religieux ne sont jamais loin de l'intolérance la plus brutale. L'objet de la haine du Refa est une minorité de musulmans, apparentés au Chiisme, les Alévis. Ceux-ci, au nombre de 15 millions, sont turcs ou kurdes et constituent un quart de la population de la Turquie. Surtout, à la différence du Chiisme iranien, l'Alévisme est un Islam sans mosquée, sans tenue vestimentaire imposée, au ramadan réduit à quelques jours. Chez les Alévis, la femme est l'égal de l'homme et reçoit une éducation stupéfiante pour tout traditionaliste turc. C'est suffisant pour les persécuter.

Le 2 juillet 1994, 37 Alévis ont été brûlés vifs par une foule intégriste fanatisée à Sivas, et le Refa n'hésite pas à parler régulièrement de la « glorieuse émeute de Sivas ».

Vers une alliance entre armée et islamistes?

La Turquie est le cadre d'une concurrence pour le pouvoir entre armée et religion. Le sabre et le goupillon ici ne sont pas alliés, mais rivaux. Ils finiront pourtant probablement par s'entendre comme le laisse penser les dernières prises de position du Refa. Les Américains, hier « sionistes et impérialistes » sont devenus pour les islamistes un allié qu'on ménage, et même les tout récents accords de coopération militaire avec Israël, sur ordre des généraux, sont devenus acceptables malgré de fortes pressions populaires. Refa et militaires sont aujourd'hui prêts à avaler toutes les couleuvres qui pourraient les aider à digérer le gâteau du pouvoir.

Franck Gombaud. - Groupe Sabaté (Rennes)

dans la toile

Tout va très vite sur l'Internet, les « naissances » se succèdent trop vite pour pouvoir toutes les rapporter. En cette fin d'année 1997, je note avec plaisir l'arrivée de l'école Bonaventure (<http://www.planete.net/~bonave/bonav.htm>), un peu statique mais ce n'est qu'un début, avec la bonne idée d'avoir fourni une version anglaise de la page. On peut aussi leur écrire à bonave@planete.net.

Le Manifeste contre le Front national a mis en route son serveur web (<http://www.mygale.org/~rebeval/>). Vous y trouverez toute l'actualité du combat contre le FN, régulièrement remise à jour, mais aussi une présentation des activités du Manifeste, des outils dont le « Kit pour combattre le FN », des documents, des ressources... Ce serveur ne comprend ni publicité, ni « cookies », et est strictement à but non lucratif.

Le site du groupe libertaire dijonnais (FA., Réseau No Pasaran) est né (<http://www.mygale.org/06/santacru/>). Y sont publiées principalement des articles du journal local « la mistouffe ».

Un autre ? Le site de la Fédération anarchiste de Nancy, ou plus précisément du groupe Caussimon, qui diffuse leur publication L'Encre Noire (<http://www.chez.com/plugin2/FA/first.html>).

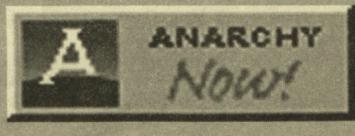
Pour tout contact, leur faire parvenir un mail à plugin@k-info.fr.

Le groupe Albert Camus de Toulouse me signale une erreur dans l'adresse de son site web. La bonne adresse est : <http://www.perso.hol.fr/~acamus> et non ~acamus.

Pour finir, Emmanuelle nous signale que le site de la Maison des Ensembles est ouvert (<http://altern.org/mde.paris12>). Je me souviens qu'en y passant, un soir, j'avais vu un copain d'Accès Public (<http://altern.org/accés-public>) qui se prenait la tête sur un Macintosh... Je suis heureux de voir que ce ne fut pas en vain.

A bientôt, et n'hésitez pas à me faire part de vos découvertes dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
email : bek_mi@hotmail.com



Louis Aragon, cent ans de servitude

Fin 1997, le centenaire de la naissance d'Aragon a donné lieu à une débauche de pages d'irrambiques dans les journaux tels *L'Humanité* et *Le Monde*. Aussi nous a-t-il semblé bon de rappeler ce qui cache en réalité le mythe Aragon. Louis Janover était intervenu une première fois à ce propos dans le *Monde libertaire* n° 1082.

PAUL ELUARD (1895), Antonin Artaud (1896), André Breton (1896) et, pour finir en beauté, Louis Aragon (1897) — quatre centenaires de la naissance d'auteurs qui ont porté sur les fonts baptismaux le surréalisme; quatre occasions pour les médias de recouvrir d'une poudre de gloire uniforme les défunts et de faciliter ainsi le transit cérébral des nouveaux bien-disants. Mais si les uns méritent amplement d'être étouffés sous ces brassées de fleurs, rien ne peut empêcher que chez d'autres ce qui est vivant dans les profondeurs de leur œuvre ne se débâte encore furieusement contre cet enterrement de première classe.

Mémoire pour mémoire, rappelons que les surréalistes, non contents de ne pas respecter les vivants, ne voulaient même pas laisser les morts enterrer leurs morts. «L'hypocrisie étend la hideur de sa main sur les hommes que nous aimons pour les faire servir à la préservation de ce qu'ils ont toujours combattu.» Ainsi disaient-ils en vouant à la destruction un monument érigé à la gloire de Rimbaud. Les statues sont aujourd'hui coulées dans un autre bronze. Et elles sont moins faciles à déboulonner depuis que le surréalisme a «oxygéné» la culture bourgeoise en y infusant un sang neuf et que certains surréalistes ont prêté la main à leurs ennemis d'hier.

Anatole France un «exécrable histrion de l'esprit», représentant de «l'ignominie française», et attendait que «celui qui vient de crever au cœur de la béatitude générale s'en aille en fumée» (1). Il ne croyait pas si bien dire!

Miroir, mon beau miroir...

La mort du poète officiel du Parti avait déjà été l'occasion d'une véritable apothéose. Sacrer «égal de Hugo», comme le fit Bertrand Poirot-Delpech dans son oraison funèbre. Il le fallait en effet, et les médias ne s'y sont pas trompés! Ils ont tous profité de ce centenaire tombé du ciel pour orchestrer le battage sur un même thème: qu'importe la crapulerie humaine, pourvu qu'on ait l'ivresse littéraire.

Grâce à Louis Aragon s'efface enfin l'idée que les avant-gardes les plus radicales avaient fini par imprimer dans les esprits, à savoir que «éthique et esthétique sont un» (Wittgenstein); et que séparer la vie d'un auteur de son œuvre revient à en arracher le cœur même.

réussite pleine et entière. Jamais on ne vit pareille unanimité entre gens qui d'ordinaire se déchirent sur tout.

S'il en est que les aboiements de l'enragé du stalinisme continuent à faire grincer des dents, on leur sert aussitôt une tranche de son glorieux passé pour les calmer: l'auteur du *Traité du style* aurait été un des plus purs représentants de la révolution surréaliste, comme en témoigneraient ses textes de l'époque. C'est ne rien comprendre à la finalité de la révolte inscrite dans les adresses et les textes du mouvement à ses débuts. La passion dévorante d'Artaud, par exemple, ou le lyrisme chaleureux de Breton dans le *Manifeste* ramènent à leur juste mesure les stériles effets de style de cet agité du stylo de luxe qui jouait à l'agitateur d'idées.

André Breton, dans ses *Entretiens*, ne cèle pas le malaise que suscitaient chez certains les incartades de celui qui, incapable de n'en point rajouter, laissait toujours percer l'artifice et la pose. Ses pairs d'ailleurs n'avaient pas attendu la cabriolette finale pour savoir que le théoricien du scandale pour le scandale était lui-même un scandale ambulante, et de la pire espèce: race charognarde qui revient sans cesse sur ses pas pour se piétiner avec allégresse en piétinant tout ce, et tous ceux, qu'il a aimés par la même occasion. Si bien que ne restera plus à la fin qu'un champ de boue sur lequel même les quelques fleurs qu'il a fait lever ont pris l'odeur de la pourriture qui leur a servi d'engrais. Elsa a beau nous faire de l'œil pour détourner nos regards! Sur les lèvres de la Joconde d'Aragon, on aperçoit toujours la moustache de Staline.

Cadavre en ce jardin

Le projet stalinien «d'écraser l'art pour toujours» et d'utiliser l'arme du «réalisme socialiste» comme moyen d'extermination morale (3) n'a pas survécu à son auteur, mais celui qui se targuait de le réaliser ici même a pu continuer sa route comme si de rien n'était. Mieux encore, son œuvre littéraire ne porterait pas les stigmates de son imposture politique. Il aurait su garder la distance en dépit de sa viscérale adhésion à «un régime qui — en aliénant tous les mots qui pourraient incliner à la fraternité universelle, en éliminant de manière ignominieuse les êtres qui n'ont pas assez tôt baissé la tête — du fait même qu'il est totalitaire, doit être jugé dans son ensemble». Aragon s'est donné à cette aliénation au point de se fondre en elle, et sa maîtrise du langage n'est au fond que l'expression d'une osmose quasi parfaite entre son métier d'écrivain et sa profession de stalinien sans foi. Et l'on nous dit que l'homme de plume se serait libéré du militant, et que l'homme de parti ne serait qu'une partie de l'homme malgré cette totale identification. Allons donc!

Pour arracher à Paul Eluard, devenu chantre de Staline, un mot en faveur d'un de leurs ex-amis tchécoslovaques victime d'un procès en sorcellerie, Breton avait évoqué «ce respect et ce sens sacré de la voix humaine jusque dans l'intonation» (4). Écoutons donc Aragon parler de Margarete Buber-Neumann, déportée en Sibérie, puis livrée à Hitler par Staline avant de se retrouver à Ravensbrück: «Les trotskistes du type Neumann sont des agents de la Gestapo, quoique leurs veuves puissent après coup venir raconter sur les

hommes qui sont ceux de Stalingrad. [...] Ce n'est pas en tant que communiste que je ne peux le pardonner: c'est en tant que Français.» (5) Même «intonation» quand Simone Signoret le pressera d'intervenir pour un ami menacé après la Révolution hongroise: «Moi, je suis français, ce qui se passe en Hongrie ne me regarde pas!»

Un grand révolté nous assure Roland Leroy, citations surréalistes à l'appui, dans le dossier que *L'Humanité* a consacré à son poète! Et même un voyant, comme le dit Claude Cabanes dans ce même supplément du journal désormais chargé de faire avaler la potion Jospin au peuple de gauche et où, «mutation» oblige, on voit apparaître des bouquets de signatures «plurielles» — pour solde de tout compte du passé stalinien?

De la misère en milieu poétique

Il est un domaine où, à coup sûr, Aragon écrase tous les rivaux de son impressionnante stature: celui de la béatification cocardière et de l'a-plat-ventrisme. On lui doit, à propos de Maurice Thorez, fils du peuple de retour d'U.R.S.S., une pièce de flagornerie tout terrain où «Les vélos sur le chemin des villes/Se parlent rapprochant leur nickel ébloui» (6). Certes, de mauvais vers et des poèmes décevants, le plus grand poète en a commis, car nul ne peut ni ne doit maintenir la tension lyrique au même diapason. Mais la note unique qu'il a fait naître, et qui le distingue des autres sans risque d'erreur, ne tranche jamais sur le reste de la symphonie au point qu'on ne puisse y reconnaître le même ton. Il a fallu attendre le siècle d'Aragon pour nous faire croire que la même voix qui singe l'humain et chante sa flétrissure retrouverait l'instant d'après l'accent de la vérité poétique pour parler passion et sentiment.

«Plus que les pieds d'Elvire ou que les pieds d'Hélène/Plus que les pieds d'Europe ou les pieds de Léda/Is sont beaux ils sont grands dans leurs sabots dondaine/On dirait qu'ils viennent d'Ukraine/Comme a dit Machinskov hier dans la Pravda.» (7) Si cet amusant pastiche des *Yeux d'Elsa* est plus vrai que nature, c'est que la vraie nature de la poésie d'Aragon relève du pastiche. Pastiche des sentiments, pastiche de la révolte, pastiche de la liberté!

Aragon, c'est la synthèse parfaite de cette sainte trinité. Il est ce qui reste d'un siècle dévasté par l'idéologie totalitaire conjuguée à l'intégrisme marchand. Certes, les intellectuels croient sauver ce passé littéraire du naufrage en faisant mine de séparer d'avec l'impure politique ce qui relèverait de l'art pur. Eux-mêmes échapperaient ainsi aux écueils sur lesquels l'écrivain du parti se serait brisé. Triste retournement de veste. Après s'être sanglés dans l'unique forme de la servitude politique, ils se pavent en costume d'Arlequin, juchés sur le char du marché roi, avec sur leur postérieur en guise de devise le mot d'ordre d'Ubu enchaîné de Jarry: «[...] nous sommes libres de faire ce que nous voulons, même d'obéir.» Une liberté dont ils ne se privent pas!

Permis d'inhumer

Tous les stalinien, on le sait de leur bouche, cachaient un farouche résistant au stalinisme! Si l'on en croit Jean Ristat, Aragon aurait «attendu avec

impatience et même essagé de précipiter, sans succès, un changement au cœur de l'appareil (8)». Et Roland Leroy voit en lui le fidèle partisan d'un «optimisme humaniste et historique (9)». Puisque ces gens-là le disent... On chuchote, on laisserait entendre, ça et là, qu'André Breton, l'animateur du surréalisme, et Louis Aragon, le cerbère tenu en laisse par le parti, auraient combattu pour l'idéal communiste, en frères ennemis, certes, mais pour atteindre le même objectif par des voies différentes. Tel est d'ailleurs l'enjeu politique de cette réhabilitation du grand inquisiteur du siècle: confondre le stalinisme qu'il défendit contre Breton avec le communisme que Breton défendit contre lui, pour consumer ces «ismes» sur l'autel de la littérature et réconcilier *post mortem* les irréconciliables.

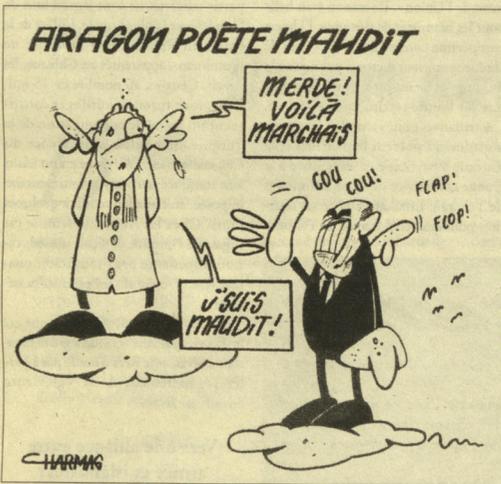
Qui se ressemble, s'assemble! Toute l'eau de la mer littéraire ne pourrait suffire à combler l'abîme entre Breton et Aragon. En revanche, Paul Claudel, l'auteur d'une immortelle *Ode au maréchal Pétain* et de la célèbre formule: «La tolérance? Il y a des maisons pour ça», a fini par rencontrer l'œuvre de son ancien destructeur à la veille de la débâcle de quarante et par faire son éloge en 1945, au bon moment: on n'est jamais trop prudent (10). Les deux bigots étaient d'ailleurs bien faits pour s'entendre: les litanies à la gloire de la patrie ou du Parti épousent à merveille le balancement des encensoirs qui rythme les oraisons claudéliennes. Et c'est la mort, la mort toujours recommandée qui au bout de ces marmonnements sacrificiels.

Le style, c'est l'homme! Voici donc l'homme de style tel qu'en lui-même l'éternité n'a pas même eu besoin de le changer pour qu'on puisse percevoir sous ses multiples masques le visage du véridique Aragon: un agent de «l'intelligence servile». Comme l'écrivait Jean Malaquais dans un mémorable pamphlet paru en 1947, «personne mieux que lui n'a crié à mort lors des traquages journaliers de mai 37 à Barcelone: personne n'a mieux dénoncé à la police les militants anti-stalinien réfugiés en France.» «Fondamentalement poète» déclarait à *France culture* Jean Toussaint-Desanti, un «ex» qui s'y connaît en la matière.

Que le Parti se rengorge d'avoir couvé un Aragon et n'en finisse pas de tirer la couverture à lui, malgré les traces peu ragoutantes qui la maculent, rien d'étonnant à cela. Qu'il soit porté aux nues par les maîtres de cérémonie d'une littérature domestiquée ne saurait davantage surprendre. Les cadavres de cet acabit n'ont pas seulement des cerceux à leurs dimensions mais aussi des fossoyeurs à leur mesure.

Louis Janover

- (1) *Avez-vous déjà giflé un mort? Un cadavre*, 1924.
- (2) Bertrand Poirot-Delpech, «Le fou du siècle», *Le Monde*, 25 décembre 1982.
- (3) Paris, 1953, in *La Clef des Champs*, Paris, Livre de poche, 1979.
- (4) 13 juin 1950, *La Clef des Champs*, op. cit.
- (5) Cité in Pierre Lepape, «Plaidoyer pour la grandeur», *Le Monde*, 16 mai 1997.
- (6) *L'Humanité*, 8 avril 1953.
- (7) George-Armand Masson, «Les pieds d'Elsa», in *A la façon de...*, Préface de Paul Reboux, Paris, Pierre Ducray, 1950.
- (8) Cité in «Les silences d'Aragon», *Le Monde*, 28 novembre 1979.
- (9) Cité in *L'Humanité*, 18 décembre 1992.
- (10) Paul Claudel, «Aurélien» lu par Paul Claudel, 6 janvier 1945, *Dossier L'Humanité*, 3 octobre 1997.



«Engraissez encore, crevez sous l'admiration et le respect de vos concitoyens. Écrivez, priez et bavez; nous réclamons le déshonneur de vous avoir traité une fois pour toutes de cuistre et de canaille.» La péroraison de la lettre ouverte des surréalistes à Paul Claudel en juillet 1925 ne vise pas seulement l'«ambassadeur de France au Japon» mais, bien au-delà, tous les médaillés de la culture. L'ironie de l'histoire veut qu'un des signataires de cet hommage à l'adresse d'un des plus beaux spécimens de l'Ordre moral soit devenu un stakhanoviste de choc de la cuistrie et de la canaillerie contemporaine. Nous voulons parler du «nommé Louis Aragon, patriote professionnel» (Jean Malaquais), le même qui voyait en

«On ne peut être à la fois ambassadeur de France et poète», avaient proclamé les surréalistes à propos de Claudel. Fadaïses que cela! Aragon, l'ambassadeur de Staline, n'a-t-il pas été patriote d'honneur et grand poète? Derrière Aragon, c'est le Parti qui reçoit une part du pardon et réussit à redorer son blason; et derrière le parti tous les intellectuels se sont passés la consigne: pour en finir avec le jugement politique! Le silence retombera sur la scène, mais la leçon aura été entendue. A moins qu'il ne s'agisse de dénoncer les ravages de la peste brune, qui s'avisera désormais de chercher des poux dans la crinière de nos lions littéraires? De ce point de vue, l'opération anniversaire aura été une

LECTURE

Une psychopolitique du corps. L'analyse reichienne*

LORS DES GREVES DE DÉCEMBRE 1995, Jacques Lesage de La Haye, chargé de cours à l'université Paris VIII, attend avec ses étudiants Gérard Guasch, qui doit intervenir dans son cours. Gérard Guasch est médecin psychosomatique, analyste reichien, et fondateur de l'institut Wilhem Reich. Pour Jacques Lesage de La Haye, militant anarchiste, pas question d'être un briseur de grève, et pas question non plus de ne pas recevoir Gérard Guasch, qui, habitant à Mexico, était de passage en France. Aussi, la décision est collectivement prise d'organiser l'intervention au Centre médico-psychologique de Stains. Mais un embouteillage sans précédent dû aux grèves empêche Gérard Guasch, venant de province, d'être présent au rendez-vous. Face à la grande déception des étudiants, Jacques Lesage de La Haye propose alors: «Faisons du positif avec le négatif. Gérard Guasch n'est pas là. Mais nous, nous sommes tous ici, ensemble. Que voulez-vous que nous fassions?» Un des participants répond alors: «Et si nous parlions d'analyse reichienne?»

Après une introduction aux différents concepts de l'analyse reichienne, le débat est lancé. Quelques mois plus tard, celui-ci nous revient sous la forme d'une brochure éditée à l'Atelier de création libertaire sous le titre *Une psychopolitique du corps: l'analyse reichienne*. De quoi s'agit-il?

Fidèle aux idées et aux engagements de Wilhem Reich, l'analyse reichienne considère l'individu dans sa globalité. Alors que la psychanalyse isole trop fréquemment le psychisme du corps, ne permettant qu'une rationali-

sation des affects, l'analyse reichienne, en plus d'un travail à partir de la parole, effectue un véritable travail sur le corps-énergie.

Elle permet ainsi une plongée au cœur de nous-même, dans ce que nous avons de plus authentique, mais aussi de plus irrationnel: nos émotions. La manière pour y parvenir est douce et respectueuse des défenses du sujet. La règle: ne jamais forcer.

Cette globalisation va aussi jusqu'à considérer la dimension sociale et économique du sujet. Ce qui veut dire que la condition sociale et financière d'une personne n'est jamais une barrière à la thérapie. Rappelons-nous que Wilhem Reich n'a jamais fait l'économie des causes politiques de la névrose.

En résumé, l'analyse reichienne nous invite à restaurer la douceur de notre pulsion de vie, pour une extension, de soi dans le monde, de la psychologie vers le politique, en passant par le corps. Elle nous fait constater que la logique qui résulte de la mobilisation et de l'expression de nos émotions les plus profondément enfouies contredit souvent la logique établie par l'ordre moral et la loi du marché.

Ne plus être en proie à l'angoisse du lendemain, sortir de la culpabilité et de la soumission à l'autorité, en un mot sortir de l'esclavage social pour s'autonomiser et s'autodéterminer, tels sont, parmi d'autres, les effets de l'analyse reichienne. Elle incarne résolument une démarche libertaire, ne nous en privons pas.

Pascal. — groupe Berneri (Paris)

* *Une psychopolitique du corps. L'analyse reichienne*. 30 F. éditions. A.C.L. En vente à la librairie du Monde libertaire.

CINEMA

Funny Games. Rencontre avec Michael Haneke

Auteur autrichien de plusieurs films sur nos civilisations sans âme qui gèlent l'émotion et le sentiment; il marchait tantôt sur les traces de Bresson, tantôt sur les plates-bandes du néo-réalisme, lui injectant de fortes doses d'une violence froide. *Funny Games* est tout cela et en même temps quelque chose d'inouï. On n'a jamais vu une telle mise en scène, jamais une telle violence à la fois verbale et physique. Deux jeunes tueurs, fils de bonne famille, ont décidé de supprimer un couple et son enfant arrivés dans leur résidence secondaire.

M.L.: On sort de votre film éprouvé, après avoir subi une décharge de violence insupportable. Comment l'idée de ces jeunes tueurs vous est-elle venue? Pourquoi devaient-ils être deux? Pourquoi pas un ou trois?

Michael Haneke: Deux, c'est la plus petite quantité de personnes pour être efficace. C'est difficile de maîtriser seul plusieurs personnes. Donc, le chiffre deux est aussi le plus petit nombre pour exprimer

une supériorité. D'autant plus que le mari est tout de suite éliminé physiquement. C'est une idée de mise en scène. Ainsi peuvent-ils instaurer leur relation parlée. La relation au langage est très élaborée, car ces criminels, quand ils communiquent avec leurs victimes, s'appuient sur ce dispositif. Derrière tout cela, il n'y a aucune intention métaphysique.

M.L.: Ces personnages sont-ils complètement inventés?

M.H.: Vous connaissez comme moi des jeunes gens très instruits qui parlent comme ça, alors qu'ils se réfèrent à un univers infantile de bande dessinée. En tant que réalisateur, je ne dis que le strict minimum. Je n'explique jamais rien. Depuis la fin du tournage de *Funny Games*, j'ai trouvé trois histoires dans la presse qui se sont déroulées d'après le même scénario, en pis!

Dans un fait divers survenu en Allemagne (raconté par le *Spiegel*) on relatait que ces jeunes gens avaient arraché un bras à une personne vivante. Vous voyez, la réalité dépasse la fiction. Une cruauté incroyable, infiniment sadique, inimaginable. Dans ce cas, l'un des deux était étudiant en chimie, vingt ans, hautement intelligent. Avec un collègue plus jeune, ils avaient choisi un type qu'ils ne connaissaient pas, et avaient décidé de le tuer. Ils voulaient d'ailleurs recommencer et se sont fait prendre à cause des gants blancs, et à cause d'une confession. Mais le curé est allé les dénoncer à la police. Ils avaient déjà acheté des piles de gants blancs.

M.L.: Vos criminels ne sont pas seulement jeunes et cruels, ils exercent une terreur psychique avant de passer à l'acte...

M.H.: Pour en finir avec ce jeune

à la petite semaine

Bilan

Puisque les fins et débuts d'année restent propices à l'établissement de bilans, ne dérogeons pas à la règle. Après trois années d'existence, il apparaît donc que cette chronique régulière n'a pas toujours eu l'heur de plaire à chacun. S'il n'y a rien de surprenant à cela, la violence grotesque de certaines réactions révèle en revanche, chose curieuse, qu'une publication libertaire peut charrier elle aussi son lot de lecteurs à ceillères, indécrottables adeptes du premier degré et soldats du sectarisme militant bardés de certitudes inquiétantes. Dans leur courrier musclé s'étale, entre deux insultes, la mixture indigeste qui leur sert de pensée barbelée, où se mêlent un soupçon d'intolérance, une louche de bêtise, un zeste de fanatisme. Deux exemples.

Que le qualificatif de «girouette» ait pu être attribué ici au chanteur Renaud, pitre préélectoral parmi d'autres, aura ainsi valu au signataire de cette rubrique de devenir sur-le-champ un «stalinien». Le faux loubard-faux anar peut bien avoir justifié naguère son soutien au P.C. de Georges Marchais au nom de «la solidarité avec les minorités opprimées» (sic), s'être fait tour à tour gauchiste d'opérette, écolo d'isolisme, socialiste de bureau de vote, avoir pleuré sans pudeur la disparition de son Tonton... il faudrait ne pas en rire un peu. Qu'on se rassure, le nombre des victimes de la «Petite Semaine» traduit chez son auteur, eu égard aux 85 millions de morts évoqués par un récent Livre noir, un «stalinisme» franchement peu performant...

Que dire, par ailleurs, de ces talibanes qui, réagissant à un écho raillant la stupidité de certaines revendications féministes, n'hésitent pas à écrire que «l'égalité économique et sociale (me) dégoûte», dénonçant mon «adhésion sans partage à l'oppression dominante», pour mieux «réinventer la misogynie»? Pour l'ignorer à ce point, le sens de la mesure, de la nuance et de la finesse serait-il pour elles un résidu de patriarcat?..

Il faudrait encore évoquer les «anarcho-patriotes» menaçants, le fan-club des intellectuels de décoration, les ignorants bornés du second degré prêts à me croire sans rire balladurien, trotskiste, militariste, de gauche, ami de Mme Tiberi, voire même — horreur! — syndicaliste.

A toutes celles et à tous ceux-là, une poignée, je souhaite une bonne santé et des forces de réaction intactes, car je compte fort les agacer ici même en 1998. Aux autres, point n'est besoin de préciser que le passage d'une année à l'autre ne changera rien à l'amitié et à l'estime que nous éprouvons par cet hebdomadaire interposé.

Persifle et signe.

Floral

copinage

Louis Capart chantera lundi 19 janvier au Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, 75019 Paris. Places : 100 F et 80 F. Rés. : 01 43 84 70 04.

homme tellement instruit dont parlait le *Spiegel*. En prison, il a écrit un essai où il explique comment il s'est éclaté, comment il a pris son pied à «exécuter» des gens qui de toutes façons n'avaient d'autre raison d'existence pour lui que celle de la victime toute indiquée, donc, un raisonnement qui fait peur et qui est absurde, mais qui était parfaitement rédigé, donc ce garçon avait un niveau intellectuel certain. Je pense que cela vient de notre société où la violence est quotidienne, qu'on la voit quotidiennement, surtout dans les médias et tous les jeunes aujourd'hui grandissent avec la télé. Il y a perte de la réalité même, ignorance de ce que cette violence est, signifie, représente. Je ne voulais surtout pas montrer un criminel qui est un malade, à qui manquent des gènes, le primate dégénéré en action, car, à ce moment là, le problème est évacué. Non, je voulais montrer que la culture, l'instruction n'empêche pas qu'il y ait des jeunes ou des gens sans morale, sans notion de bien ou de mal, des gens avec un manque affectif ou émotionnel pour lesquels la vie n'a aucune valeur. Et je peux le montrer d'au-

tant mieux que le niveau social de mes personnages est élevé, où toutes les explications psychologiques deviennent superflues, par exemple que quelqu'un tue quelqu'un parce qu'il a été battu à mort lui aussi, etc. Je voulais que cela se passe à un tel niveau que je n'ai plus ces explications à donner. C'est une société tellement «glaciale» qu'elle engendre des individus qui commettent des actes inexcusables alors qu'ils ne manquent de rien ou sans être dans une situation de détresse ou de manque. C'est ça l'horreur absolue. Prenez *Benny's video*, où l'on peut encore se demander si... Mais dans *Funny Games* je voulais montrer que pour tuer, on n'a besoin de rien, il ne faut que la volonté. Ces deux jeunes gens arrivent, trouvent tout sur place, c'est effrayant!

M.L.: Dans une telle maison, il n'y a pas que cet unique téléphone portable?

M.H.: Évidemment, mais ils auraient aussi détruit les autres, donc j'ai simplifié pour aller plus vite. De toutes façons, le résultat était le même. Il y a quelques règles du genre à respecter, c'est un thriller. Le vrai défi esthétique et éthique de ce film, c'est la question du comment. Comment montrer la violence sans faire du cinéma fasciste. Justement, en laissant cette violence hors champ, en ne la montrant pas. Et c'est ce que j'ai essayé de faire.

Propos recueillis par Heike Hurst (Cannes, mai 1997)

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 8 janvier à 18 heures:

Si Vis Pacem: S'opposer à l'armée dans les écoles.

vendredi 9 janvier à 14 h 30:

Jazz en liberté: Antoine Illouz duo en public (1988); Pat Metheny trio (1989); Gérard Marais quartet (1994).

samedi 10 janvier à 10 heures:

La philanthropie de l'ouvrier charpentier reçoit Daniel Mermet.

lundi 12 janvier à 19 h 30:

La mémoire sociale: La plate-forme d'Archinov, l'obsession organisationnelle ou les ténias de l'anarchisme.

Chaque mardi entre 16 h et 18 heures, avec Elisabeth, *L'Entraide sur Radio libertaire* devient une réalité.

Vous avez envie de naviguer sur l'Internet? Vous avez besoin d'apprendre le japonais? Le bricolage n'est pas votre truc, mais la cuisine vous branche?

Dites-le entre 16 h et 18 heures le mardi au 01 42 62 90 51.

TOURS

Attentat fasciste

DANS LA NUIT DU 29 AU 30 DÉCEMBRE dernier, un cocktail molotov a été lancé à l'intérieur d'Utopia (1), ne roussissant heureusement que les murs. Utopia est un local associatif autogéré, dont le groupe libertaire est à l'origine, et où les militants et militantes sont investis dans tous les aspects de la vie d'Utopia.

Utopia

Utopia est un lieu où sont entrepris des projets politiques, sociaux, culturels... et c'est aussi un lieu pour faire la fête. Son fonctionnement, l'autogestion, invite à la prise en charge individuelle et collective, casse les rapports de consommation omniprésents dans la société actuelle, et resserre les liens entre les gens. C'est un lieu qui vit de l'investissement de gens qui ne veulent plus laisser à d'autres le soin de décider de ce qu'ils veulent vivre et de comment ils veulent le vivre, des gens qui sont acteurs et actrices de leurs vies. Depuis son ouverture il y a un an et demi, de nombreux projets et activités (débat, soirées à thème, cours de guitare, d'espéranto, expositions, percussions, jonglage, troquet-discussion sur l'actualité, réunions d'organisations politiques, jeux de rôles, soirées vidéo, bouffes, fêtes, concerts, spectacles...) ont vu le jour. Outre le bar (ouvert les vendredis) qui assure son financement (2), il y a aussi à l'intérieur de ce local une librairie, une fanzinothèque (présentation et vente de C.D. et de zines qui n'en passent pas par les circuits traditionnels du marché), une bibliothèque de prêts, etc. Une alternative en actes, avec bien entendu des imperfections, mais qui laisse entrevoir un autre futur que celui décidé par les élites capitalistes. En cette époque de misère et de désocialisation, ce lieu rapproche les gens entre eux, casse les préjugés entretenus par cette société, qui font partie du processus qui ont amené le

FN, à devenir une force politique réelle et dangereuse. Oui, Utopia lutte contre le fascisme et l'éclatement de l'individu et brise la tristesse ambiante par ce que les gens sont capables de réaliser ensemble. Utopia est aussi l'instigateur sur Tours d'un réseau entre associations différentes, mais ayant le même genre de principes : l'autogestion, l'indépendance par rapport aux institutions, la responsabilisation collective. Ce réseau devra permettre l'échange d'informations, des débats, et des manifestations culturelles, sociales et politiques communes.

Attaque...

Les soupçons se portent évidemment sur l'extrême droite et ses jeunes militants, pour une bonne partie frappadingues nerveux de la gâchette (3) et habitués (le week-end dans des châteaux) à ce genre de commando. Qui d'autre suspecter lorsque l'on sait ce qu'est Utopia, et qu'un journal d'information (4) a sorti peu avant un dossier sur l'extrême droite (et publié quelques photos qui doivent les déranger).

... et contre-attaque

Leur acte ne restera bien entendu pas sans réponse, mais nous n'y répondront pas de la même façon. L'extrême droite frappe et brûle ; nous, nous descendons dans la rue. Une manifestation aura lieu prochainement.

Alexis groupe libertaire de Tours

- (1) Utopia, 32 rue Carnot, 37000 Tours. 02 47 05 16 60.
 (2) Les fins de mois sont parfois très difficiles. Utopia a encore besoin aujourd'hui de soutien financier.
 (3) Des militant(e)s du groupe, lors d'un collage en juillet 1996, avait failli se faire tirer dessus.
 (4) Le Nouveau Ligérien.

Qui sème la misère récolte la colère

d'autobus urbains exprime le désarroi de travailleurs représentant malgré eux un ordre social rejeté de plus en plus ouvertement par les pauvres, alors que les conducteurs ne sont que de simples salariés subissant eux aussi les logiques capitalistes.

Ces grèves expriment leur ras le bol d'une situation sociale globale qui dépasse largement les actes de violences commis contre eux. Il y a donc, pour le pouvoir, urgence à traiter la chose, sous peine de voir les traminots se retourner contre lui.

De même, lorsqu'à Lyon un jeune est assassiné dans un commissariat par un flic abruti, tout ce que compte la Duchère de travailleurs sociaux, d'élus et de curés se mobilisent pour contrer la légitime colère des habitants de cette cité. La manifestation ouvertement présentée comme « initiative des acteurs sociaux » aura rassemblé moins de cinq cents personnes, avec en tête des parents qui se demandaient publiquement ce qu'ils foutaient là, pour finir en eau de boudin avec un discours lamentable du maire socialo du 9^e sifflé par une partie du public. Quelque chose ne fonctionne plus.

Un processus s'enclenche en ce moment même dans l'imaginaire collectif des pauvres et il se pourrait bien qu'ils en aient marre d'être pris pour des billes.

L'État prépare l'opinion à une gestion plus violente des conflits sociaux !

Le gouvernement en est conscient et a donc tout intérêt à mettre l'accent sur

l'irrationalité, la violence imbécile et gratuite, l'irresponsabilité des parents, sur l'impuissance des déploiements policiers traditionnels, le dénuement des juges face à la précocité des fauteurs de troubles, etc.

Les médias mettent en relief le cas de Strasbourg où plus de cinq cents voitures ont été brûlées en un an.

Mais il se passe la même chose partout, y compris dans les petites villes. Seulement c'est difficilement avouable sans remettre en cause l'autorité de l'État. En insistant sur un cas particulier, mais représentatif, il s'agit pour le pouvoir de préparer l'opinion à la nécessité d'initiatives radicales pour assurer la

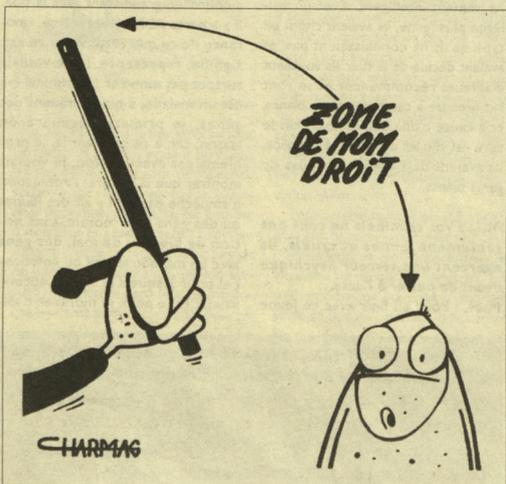
suite de la première page

mission première de l'État : la sécurité.

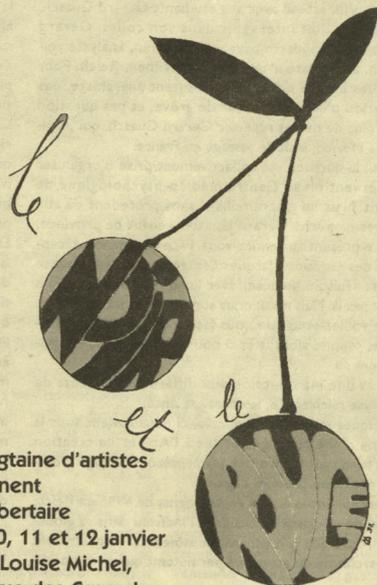
Ce que Chirac a vigoureusement rappelé lors de ses vœux du nouvel an. Un précédent *Monde libertaire* dénonçait la mise en place d'une stratégie policière visant à criminaliser tout mouvement social.

Les faits tendent à conforter cette thèse, et les dernières luttes de chômeurs, autres parias du système, laissent présager des luttes revendicatives où l'utilisation de la violence risque d'être une arme manipulée et instrumentalisée par le meilleur professionnel de la question, à savoir l'État.

Bernard
groupe Déjacque (Lyon)



Exposition-vente pour Radio libertaire « la voix sans maître »



Une vingtaine d'artistes soutiennent Radio libertaire les 9, 10, 11 et 12 janvier Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris de 14 heures à 19 heures.

A G E N D A

vendredi 9 janvier

MONTPELLIER : Apéro de nouvelle année organisé par le groupe de la Fédération anarchiste à partir de 19 heures à l'Antre-anar (5, rue Jeanne-d'Arc).

samedi 10 janvier

ARGENTEUIL (95) : Le groupe Malatesta de la F.A. organise une conférence-débat sur le thème **Terrorisme et action directe** à 18 heures salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

LIEGE (BELGIQUE) : Le groupe Alternative libertaire de Liège et Verviers vous invite au **3^e Camp'Anar** au Cercle Carlo Levi, 48, rue Saint-Léonard. Au programme : à 14 heures : rencontre avec la rédaction A.L. ; à 19 heures : repas ; à 21 heures : récital de chansons françaises avec Véro et Michel Feilner. Réservation indispensable. Rens. : 087/31 05 07.

LILLE : Manifestation de soutien aux sans-papiers à 15 heures Grand-place.

vendredi 16 janvier

NANTERRE (92) : L'Athénée libertaire organise une réunion-débat avec des militants de la C.N.T. et du M.I.B. (Mouvement de l'immigration et des banlieues) sur le thème **Double peine-double haine** à 19h30, salle du parc des anciennes mairies, 9, rue des anciennes mairies.

samedi 17 janvier

MARSEILLE : Le C.I.R.A. organise un débat avec J-J Gandini sur le thème **Papon ou la continuité de l'Etat** à 18 heures au 3, rue Saint-Dominique.

LYON : La librairie **La Plume Noire** de la FA de Lyon, après une remise à neuf suite à l'attentat fasciste dont elle avait été la victime, organise son pot de rentrée à 17 heures. La Plume Noire 19 rue Pierre-Blanc. Tél : 04 72 00 94 10.

jeudi 22 janvier

RENNES : Le **Local anarchiste rennais** organise un concert de soutien avec Tagada Jones (hardcore), Outrage (hardcore) et TV Men (Punk garage) à 20 h 30 à la maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne. PAF : 40 F.